

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 04 septembre 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 20
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 1
Nombres de votants : 25
Votes pour : 25
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : lundi 26 août 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0177

Relative à la participation du Conseil départemental à la subvention de fonctionnement et d'investissement de l'Office Départemental du Sport (ODS)

L'an deux mille vingt-quatre, le quatre septembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Madame Farianti MDALLAH, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Soibanadine NDAKA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Sohirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC,
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Monsieur Alain SARMENT,
Madame Rosette VITTA donne pouvoir à Monsieur Sabahadine NDAKA,
Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA,
Madame Zaounaki SAINDOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

Conseiller départemental absent :

Monsieur El Anrif HASSANI a quitté la salle

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
- Vu** la délibération N°DL-AP2024_0019 du 09 avril 2024 relative au Budget Primitif 2024 du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL_CP2021_0320 du 30 novembre 2021 relative à la création d'un Etablissement public local dénommé, Office Départemental du Sport en charge de la gestion des infrastructures sportives du Conseil Départemental ;

- Vu** la délibération n°DL-CP2023_0289 du 18 décembre 2023 relative au transfert de gestion des bâtiments, équipements, mobiliers, véhicules et du personnel pour l'exercice de ses missions ;
- Vu** l'avis de la Commission Sports, Culture et Jeunesse du 02 septembre 2024

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1 : d'attribuer une subvention à l'OCD, pour l'année 2024 de **300 000 €** :

- **200 000 €** (deux cent mille euros) en fonctionnement ;
- **100 000 €** (cent mille euros) en investissement ;

Article 2 : d'imputer la dépense au budget du Département ;

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer la convention correspondante ainsi que tout document administratif et financier nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération ;

Article 4 : en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Ben Issa OUSSENI





CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS – OFFICE DEPARTMENTAL DU SPORT DE MAYOTTE 2024-2027

Entre le Département de Mayotte dont le siège social est situé Hôtel du Département 112 Boulevard Halidi Selemani BP 101 97645 Mamoudzou Cedex,
Représenté par Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération n° DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021, et désignée sous le terme « l'administration », d'une part,

Et

L'Office Départemental du Sport, établissement public administratif local, dont le siège social est situé, à l'Hôtel du Département 112 Boulevard Halidi Sélémani BP 101 97645 Mamoudzou Cedex, représentée par el Anrif HASSANI, son président, et désignée sous le terme « l'ODS », d'autre part.

Ayant pour objet de Réhabiliter, entretenir et gérer les équipements sportifs départementaux;

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Département de Mayotte entend favoriser et développer la pratique sportive autour des priorités développées dans le schéma de développement du sport et des équipements à savoir :

- Compléter et améliorer l'offre d'équipements sportifs pour rattraper le retard et améliorer l'offre existante également au niveau de l'entretien des structures ;
- Structurer le modèle de gouvernance des équipements sportifs autour des propriétaires, gestionnaire et utilisateurs.

Dans le cadre d'une démarche de partenariat, le Département souhaite accompagner la réalisation de projets de développement du sport caractérisé par le partage d'objectifs communs avec l'ODS.

Considérant le projet initié et conçu par l'ODS portant un programme de qualité conforme à son objet statutaire.

Considérant que le projet ci-après présenté par l'ODS participe à cette politique.

Rappel des principaux textes auxquels se réfère la présente convention :

Article. L.1111-4 CGCT « les compétences en matière de culture, de sport, de tourisme, de promotion des langues régionales et d'éducation populaire sont partagées entre les communes, les départements, les régions et les collectivités à statut particulier »

Loi n° 2000-321 relative aux droits des citoyens dans leur relation avec l'administration, une convention doit venir formaliser les objectifs poursuivis dans le cadre de ce partenariat ainsi que les principales modalités de leur mise en œuvre.

C'est en tenant compte de ces dispositions, que les parties se sont rapprochées pour convenir et arrêter ce qui suit :

CONVENTION

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre le conseil départemental de Mayotte et l'ODS. Elle définit les activités d'intérêt général que l'ODS s'engage à mettre en œuvre, conformément à son objet statutaire, afin de bénéficier du soutien du département.

Par la présente convention, l'ODS s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet défini en annexe I de la présente convention.

L'Administration contribue financièrement à ce projet d'intérêt général, conformément au Règlement, cadre de :

- La délibération n° 2019.00047 du 21 février 2019 relative à l'adoption du Guide d'attribution des subventions du Conseil départemental de Mayotte ;
- Le schéma de développement du sport et des équipements sportifs adopté en séance plénière le 18 décembre 2023.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention prendra effet à compter de sa notification et expirera dans les trois années suivant cette notification.

ARTICLE 3 : OBJECTIFS

Le conseil départemental apporte son soutien à l'ODS pour l'accomplissement de ses objectifs statutaires.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE L'ODS

ARTICLE 4.1 : Partenariat avec le Département

L'ODS s'engage à assurer son fonctionnement général dans le respect des règles et des objectifs définis dans la présente convention.

L'ODS s'engage à réaliser les activités relevant de ses statuts, donc de :

- Réhabiliter, entretenir et gérer les équipements sportifs départementaux ;

ARTICLE 4.2 : Présentation des bilans de l'ODS au département

ARTICLE 4.2.1 : Bilan des activités

- ☐ Rapport de gestion
- ☐ Rapport d'activités
- ☐ Evaluation des activités.

ARTICLE 4.2.2. : Obligations comptables

Afin de permettre une évaluation du dispositif comptable, l'ODS fournira au Département :

- ☐ Le budget prévisionnel sur les années où la subvention est sollicitée,

- ☐ Le dernier compte de résultat,
- ☐ Le bilan certifié conforme du dernier exercice connu,
- ☐ Une copie des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration de l'ODS,

L'ODS s'engage à mettre en place un cadre budgétaire normalisé.

ARTICLE 4.3 : Conformité avec la réglementation en vigueur

L'ODS s'engage à développer ses activités conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4.4 : Assurance – Responsabilité

Préalablement à l'utilisation des locaux des équipements départementaux, l'ODS devra souscrire un contrat d'assurance couvrant les bâtiments mis en gestion.

ARTICLE 4.5 : Autres engagements

L'ODS fournit à l'administration la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'ODS en informe l'Administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'ODS s'engage à faire figurer de manière lisible le Conseil départemental de Mayotte sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention (respect du cadre graphique fourni par l'administration).

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT.

Le Département s'associe aux efforts menés par l'ODS en vue de réaliser les objectifs fixés à l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 5.1 : Mise en gestion d'équipements sportifs départementaux

La délibération n°DL-CP2023_0289 du 18 décembre 2023, confie en gestion à l'ODS les bâtiments, équipements, mobiliers, véhicules et du personnel pour l'exercice de ses missions.

Toute nouvelle mise en gestion d'un nouveau site sportif fera l'objet d'une délibération spécifique.

ARTICLE 5.2 : Mise à disposition de personnel

La délibération n°DL-CP2023_0289 du 18 décembre 2023, confie en gestion à l'ODS les bâtiments, équipements, mobiliers, véhicules et le personnel pour l'exercice de ses missions. Toute nouvelle mise à disposition d'agent du Conseil départemental fera l'objet d'une procédure dédiée d'un commun accord entre l'ODS et l'agent volontaire.

ARTICLE 5.3 : Subvention d'exploitation

La subvention vise à soutenir l'ODS dans le développement de ses activités. Elle est déterminée chaque année au regard du dossier de demande. Les critères tiennent compte des besoins opérationnels de chaque site sportif et des services supports de l'ODS au regard des axes du schéma de développement du sport et des équipements de Mayotte.

Le dossier de subvention de la direction de la jeunesse et des sports est à saisir sur plateforme dématérialisée www.lecdsoutienmonprojet.fr, dans les délais fixés par l'administration départementale.

Le plan de développement des structures bénéficiaires et les projets analysés en fonction de leur pertinence et de leur adéquation avec l'objet social de l'ODS et leur cohérence avec la politique sportive départementale.

Les montants prévus peuvent évoluer selon les dispositions générales de politique publique et sous réserve de la fourniture des justificatifs.

Cette subvention portera sur le fonctionnement et les besoins en investissement de l'ODS.

ARTICLE 5.4 : Montant de la subvention et Modalité de paiement

Le conseil départemental de Mayotte versera à l'ODS, après le vote du budget et dans la limite des crédits inscrits, une subvention annuelle.

Ainsi pour 2024, l'annexe budgétaire portera sur une subvention de **300 000 €** répartie à :

- ✓ 200 000 € en fonctionnement pour l'entretien des 8 équipements sportifs ;
- ✓ 100 000 € en investissement pour l'achat du matériel professionnel impératif pour l'ensemble des sites sportifs.

Le budget prévisionnel de l'ODS est mis en annexe I de la présente convention.

Les modalités de versement répondent au cadre établi par l'Administration dans sa délibération n° 2019.00047 du 21 février 2019 relative à l'adoption du Guide d'attribution des subventions du Conseil départemental de Mayotte.

Cette subvention sera mandatée selon les procédures comptables en vigueur et après signature de la convention correspondante.

Le conseil départemental peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de non-exécution, de retard significatif, de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention ou d'utilisation des subventions non conforme aux objectifs cités à l'article 3 par l'ODS.

L'ODS s'engage à faciliter l'accès pour le Département à tous les documents administratifs et comptables.

La contribution financière est créditée au compte de l'ODS selon les procédures comptables en vigueur.

L'ordonnateur de la dépense est le Président du Conseil départemental de Mayotte.

ARTICLE 6 : EVALUATION DES ACTIVITES ET DES ACTIONS DE PARTENARIAT

A la fin de chaque année civile, l'ODS devra fournir un bilan d'activités permettant de justifier l'utilisation des fonds publics et des actions de partenariat.

ARTICLE 7 – SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'ODS sans l'accord écrit de l'Administration, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'ODS après avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 5 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes

entraîne également la suppression de la subvention conformément du 2 mai 1938.

L'Administration informe l'ODS de ces décisions par toutes les voies légales, un accusé de réception faisant foi

ARTICLE 8 : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

Le conseil départemental pourra également, à tout moment, demander à consulter les documents comptables et se réserve le droit de missionner un expert ou un collaborateur chargé de l'analyse et du suivi des comptes. L'ODS devra communiquer toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du bureau.

L'ODS s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

ARTICLE 9 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivants l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10: RENOUVELLEMENT

La convention est renouvelée chaque année ou chaque période au regard des évolutions de l'ODS, mais aussi selon la politique sportive arrêtée par le Département. Il est cependant important de retenir que ce dernier s'engage à garder une certaine cohérence sur plusieurs années afin d'offrir la meilleure visibilité à l'ODS dans la construction de son projet

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

Chaque partie se réserve le droit de mettre fin, à tout moment, à la présente convention en cas de non-respect par l'autre partie de l'une des clauses ci-dessus énoncées si, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception, la partie en cause n'a pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

En cas de résiliation, l'ODS sera tenue de reverser le solde des subventions non utilisées au prorata temporis. Ce montant sera calculé en fonction des justificatifs fournis par l'ODS.

ARTICLE 12 : CONTENTIEUX

A défaut d'accord amiable entre les parties, tous les litiges concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du tribunal administratif de Mamoudzou

Fait à Mamoudzou, le

Le Président du Conseil départemental
de Mayotte

Le Président de l'Office départemental
du Sport

El Anrif HASSANI